



I. CONTEXTE

Le PNUD s'associe à des personnes à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations capables de résister aux crises, et stimuler et maintenir le type de croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Sur le terrain dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et un aperçu local pour aider à autonomiser des vies et construire des nations résilientes.

Cet appel à propositions (AP) est spécifiquement lié au PNUD Madagascar qui initie pour 2021 à 2023 son Document de Programme de Pays dont un des portefeuilles intitulé « Gouvernance démocratique et état de droit » vise à appuyer la population malagasy à relever les défis liés à la paix et la sécurité, la lutte contre la corruption avec tolérance zéro, l'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées et la gestion durable ainsi que la conservation des ressources naturelles.

Ce portefeuille comprend 3 grands projets dont :

- 1- Projet 1 : Appui au processus électoral dont l'objectif principal est de restaurer un système électoral crédible, transparent, inclusif et reconnu par tous.
- 2- Projet 2 : Renforcement des Capacités Institutionnelles pour la Promotion de l'Etat de droit qui, comme son intitulé l'indique, a pour but de renforcer le Parlement, les institutions judiciaires, le système anti-corruption et les acteurs-clés de la gouvernance des ressources naturelles et des systèmes de biodiversité intégrant le système de gestion des risques de catastrophes,
- 3- Projet 3 : Appui Institutionnel pour l'Effectivité de la Décentralisation visant un accompagnement du processus de décentralisation,

Vu l'ampleur des défis à relever, le portefeuille « Gouvernance démocratique et Etat de droit » entend mettre en œuvre une approche holistique et mutualiser les efforts de l'ensemble des acteurs étatiques et non étatique pour promouvoir un système de gouvernance à travers lequel la population malagasy, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, urbains et ruraux, pourront exercer leurs droits et contribuer au développement socio-économique du pays.

II. OBJECTIFS ET RÉSULTATS/LIVRABLES ATTENDUS

L'objectif de cet appel à propositions est d'inviter les Organisations Non Gouvernementales nationales et internationales (ONG) ainsi que les Organisations de la Société Civile (OSC) malgaches à soumettre leur proposition dans l'optique d'une évaluation et d'une potentielle intégration dans une base de données des ONG/OSC spécialisées dans le domaine de la Gouvernance démocratique et état de droit pour une prochaine collaboration.

Peuvent être considérés comme partie de ce domaine, les ONG/OSC œuvrant dans :

- La paix et la sécurité,
- La gestion de conflits et la prévention des crises,
- Les Droits humains, le renforcement de l'Etat de droit et l'accès à la justice,
- Le dialogue démocratique et la réconciliation nationale,

- La lutte contre la corruption,
- L'appui au processus électoral, la participation et l'éducation citoyenne,
- La redevabilité et la transparence,
- La promotion du rôle des femmes dans la gouvernance démocratique et l'état de droit,
- La promotion du rôle de la jeunesse dans la gouvernance démocratique et l'état de droit,
- et d'autres domaines propres à la gouvernance démocratique et l'état de droit non spécifiés ci-dessus.

Les ONG/OSC sélectionnées seront répertoriées dans un roster où le PNUD va puiser ses partenaires pour la durée du cycle 2021-2022.

Bénéficiaires finaux :

Les propositions éligibles seront celles axées sur le principe du « ne laisser personne de côté » et ciblant à la fois les femmes et les jeunes, les personnes vulnérables dont les personnes vivant avec handicap, les populations-clés face au VIH/SIDA ... en tant que bénéficiaires directs et finaux.

III. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE QUALIFICATION

Les paramètres qui détermineront si une ONG/OSC est éligible pour être considérée par le PNUD seront basés sur le modèle de demande d'information (RFI) des ONG/OSC fourni en annexe.

IV. PROPOSITION

a- Méthodologie, approche, plan d'assurance qualité et plan de mise en œuvre proposés :

Cette section doit démontrer la réponse de l'ONG/OSC aux termes de référence en identifiant :

- (i) Les composantes spécifiques proposées,
- (ii) La manière dont les produits/livrables doivent être traités, comme spécifié,
- (iii) Une description détaillée des caractéristiques de performance essentielles proposées,
- (iv) Les travaux/parties des travaux qui seront sous-traités.

De plus, la proposition doit démontrer comment la méthodologie proposée respecte ou dépasse les termes de référence, tout en garantissant l'adéquation de l'approche aux conditions locales et au reste de l'environnement de mise en œuvre du projet. Cette méthodologie doit être déclinée dans un calendrier de mise en œuvre et accompagnée d'une assurance qualité.

b- Structure de gestion et ressources (personnel clé) :

Cette section doit inclure une description complète de la structure de gestion et des informations concernant les ressources requises, y compris les curriculum vitae (CV) du personnel clé qui sera affecté à la mise en œuvre de la méthodologie proposée, définissant clairement les rôles et responsabilités vis-à-vis de la méthodologie proposée.

Les CV doivent établir les compétences et démontrer les qualifications dans les domaines pertinents pour les termes de référence.

V. CRITÈRES ET MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

a) Les propositions seront évaluées en fonction des critères suivants :

- 1) Proposition technique solide qui inclut des mécanismes d'inclusion innovants et reproductibles pour maximiser le transfert de valeur aux bénéficiaires.
- 2) Interventions à fort impact ciblant et répondant directement aux besoins établis dans les termes de référence.
- 3) Taille du budget demandé proportionnelle à la capacité de gestion administrative et financière éprouvée de l'organisation.
- 4) Suivi et évaluation participatifs qui contribueront à créer un sentiment d'appropriation parmi les bénéficiaires pour promouvoir la durabilité des interventions.

Résumé des formulaires d'évaluation des propositions techniques		Pourcentage	Points maximum
1.	Éligibilité et qualifications des ONG/OSC	30%	300
2.	Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés	40%	400
3.	Structure de gestion et personnel clé	30%	300
Total			1000

b) Méthodologie d'évaluation : Qualité basée sur la sélection à budget fixe (QB-FBS)

La méthodologie QB-FBS implique que toutes les propositions aient le même prix global maximum (qui ne peut pas dépasser un montant budgétaire fixe connu), en concentrant la sélection sur la qualité de la proposition ainsi que l'approche et la méthodologie proposées par les OSC/ONG.

Les ONG/OSC doivent fournir leur meilleure proposition technique et leur ventilation financière (dans le budget) dans une seule enveloppe/un même document (en indiquant clairement les frais généraux proposés). L'évaluation de toutes les propositions techniques sera effectuée, conformément aux critères d'évaluation décrits ci-dessous, et l'institution qui obtient la note technique la plus élevée sera sélectionnée. Les OSC/ONG dépassant le budget fixe établi dans leurs propositions financières seront rejetées.

Les propositions doivent traduire les besoins de la communauté en activités réalisables par les ONG/OSC. Dans le cadre du QB-FBS, l'évaluation se concentre sur la maximisation du transfert de valeur à l'utilisateur bénéficiaire dans le cadre d'un budget donné.

c) Taille et durée du budget

Les montants des propositions doivent aller d'un minimum de 10,000 USD pour des interventions directes dans une seule communauté/activité ou zone géographique à un maximum de 35,000 USD. Et ne dépassant pas 80,000 USD pour des interventions directes dans plusieurs communautés/activités ou zones géographiques dans tout le pays, comme indiqué dans les termes de référence.

Le montant demandé dans la proposition doit être proportionné aux capacités de gestion administrative et financière de l'organisation. En principe, la durée du projet ne dépassera pas 10 (dix) mois/année.

VI. PROCESSUS DE SÉLECTION :

Le PNUD examinera les propositions selon un processus en cinq étapes :

- (i) Détermination de l'éligibilité ;
- (ii) Examen technique des propositions éligibles ;
- (iii) Notation et classement des propositions éligibles sur la base des critères d'évaluation décrits dans la section précédente pour identifier la proposition la mieux classée ;
- (iv) Une série de clarifications (si nécessaire) avec la proposition la mieux notée ;
- (v) La signature de l'Accord de subvention.

VII. PROCESSUS DE SOUMISSION :

Les candidats supporteront tous les coûts liés à la préparation et à la soumission de la proposition.

Les candidats doivent soumettre leurs propositions à offres.mg@undp.org

Les documents suivants doivent être soumis pour que la soumission soit prise en considération :

- 1) Modèle de proposition
- 2) Synopsis du projet
- 3) Documentation demandée dans la demande de renseignements (RFI)
- 5) Le cas échéant, les états financiers vérifiés des deux dernières années, y compris le rapport de gestion et les notes de bas de page qui accompagnent les états financiers.

Une seule soumission par organisation est autorisée. Une fois la demande complète et soumise, les versions révisées des documents de proposition ne seront pas acceptées.

Date limite de soumission :

Les propositions, accompagnées des pièces justificatives, doivent être soumises au plus tard à 17h le 24 janvier 2022.

Pour toute question supplémentaire sur les lignes directrices de l'appel à propositions ou les formulaires de candidature, veuillez envoyer un e-mail à andriamialitiana.razafindrakoto@undp.org copie à upm.mg@undp.org

À noter que le PNUD se réserve le droit de ne financer aucune proposition découlant de cet appel à propositions.

Les documents soumis restent la propriété du PNUD.

Calendrier de la compétition :

Vous trouverez ci-dessous un échéancier estimé pour cet appel à propositions.

07/01/2022 : L'appel à propositions s'ouvre et les documents pertinents sont publiés en ligne.

21/01/2022 : date limite pour les organisations de soumettre des propositions dans le cadre de cet appel.

24/01 au 11/02/2022 : Des processus d'évaluation et de sélection auront lieu.

15/02/2022 : les candidats sélectionnés seront informés.

NB : Cet Appel à Propositions n'est en aucun cas un engagement financier ou de toute autre nature de la part du PNUD qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser une ou toutes les propositions, sans obligation d'informer les candidats.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES IMPORTANTES

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques interdites, notamment la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique et l'obstruction. Le PNUD s'engage à prévenir, identifier et traiter tous les actes de fraude et de corruption à l'encontre du PNUD ainsi que des tiers impliqués dans les activités du PNUD.

En répondant à cet appel à propositions, le PNUD exige de tous les proposant qu'ils se conduisent de manière professionnelle, objective et impartiale, et qu'ils doivent à tout moment faire prévaloir les intérêts du PNUD. Les proposant doivent strictement éviter les conflits avec d'autres missions ou leurs propres intérêts, et agir sans considération pour les travaux futurs. Tous les proposant se trouvant en situation de conflit d'intérêts seront disqualifiés. Sans limitation sur la généralité de ce qui précède, les proposant, et l'un de leurs affiliés, seront considérés comme étant en conflit d'intérêts avec une ou plusieurs parties dans ce processus de sollicitation, s'ils :

- * Sont ou ont été associés dans le passé, à une entreprise ou à l'une de ses filiales qui ont été engagées par le PNUD pour fournir des services pour la préparation de la conception, des termes de référence, de l'analyse/estimation des coûts et d'autres documents à utiliser dans ce processus de sélection concurrentiel ;
- * ont été impliqués dans la préparation et/ou la conception du programme/projet lié aux services demandés dans le cadre de cet appel à propositions ; ou
- * Sont jugés en conflit pour toute autre raison, comme cela peut être établi par ou à la discrétion du PNUD.


En cas d'incertitude dans l'interprétation de ce qui est potentiellement un conflit d'intérêts, les proposant doivent divulguer la condition au PNUD et demander la confirmation du PNUD sur l'existence ou non d'un tel conflit.

Élaborés par : Deleau Razafimanantsoa
Team leader Gouvernance

DocuSigned by:

DE042A8CBB844B9... 28-Dec-2021

Approuvés par : Henry René Diouf
Représentant résident adjoint

P.O
DocuSigned by:

7473CFC26F554D8...



ANNEXE : DEMANDE D'INFORMATION DES OSC/ONG

1. OBJECTIF

Il s'agit d'une demande d'information (DDR) émanant d'OSC/ONG nationales et/ou internationales en vue d'un partenariat potentiel avec le PNUD dans la réalisation de résultats pour des projets de développement nécessitant des expertises et une expérience dans les domaines suivants :

- La paix et la sécurité,
- La gestion de conflits et la prévention des crises,
- Les Droits humains, le renforcement de l'Etat de droit et l'accès à la justice,
- Le dialogue démocratique et la réconciliation nationale,
- La lutte contre la corruption,
- L'appui au processus électoral, la participation et l'éducation citoyenne,
- La redevabilité et la transparence,
- La promotion du rôle des femmes dans la gouvernance démocratique et l'état de droit,
- La promotion du rôle de la jeunesse dans la gouvernance démocratique et l'état de droit,
- et d'autres domaines propres à la gouvernance démocratique et l'état de droit non spécifiés ci-dessus.

2. INFORMATIONS DEMANDÉES

Les OSC/ONG intéressées sont priées de remplir le questionnaire ci-dessous, en joignant tous les documents justificatifs lorsque cela est spécifiquement demandé. Si vous êtes une ONG internationale, veuillez fournir des informations et des documents relatifs à vos permis et licences pour votre présence locale dans ce pays.

Veillez noter que des pièces jointes doivent être fournies pour appuyer chaque réponse aux questions. Toutes les questions doivent recevoir une réponse directe et claire. Les informations superflues qui ne répondent pas directement aux questions ne feront que limiter la capacité du PNUD à évaluer positivement l'alignement des OSC/ONG sur les exigences du PNUD.

Les organisations de développement et d'action et les ONG dont les informations sont jugées conformes aux besoins du programme du PNUD recevront un questionnaire ultérieur pour permettre au PNUD de procéder à une évaluation des capacités. Sur la base des résultats de cette liste de contrôle pour l'évaluation des capacités le PNUD déterminera si l'OSC/ONG peut ou non être placée sur une liste, pour un engagement rapide au besoin.

Sujet	Domaines d'enquête/ Documents à l'appui	Réponse
1. Organisations interdites	<p>1. L'OSC/ONG figure-t-elle sur la liste des organisations interdites de l'ONU, sur la Liste des sanctions des fournisseurs du PNUD ou est-elle inculpée par la Cour pénale internationale ou nationale ?</p> <p>2. L'OSC/ONG est-elle interdite par toute autre institution/gouvernement ? Si, oui, veuillez fournir des informations concernant l'institution/ le gouvernement et les raisons.</p>	
2. Statut juridique et compte bancaire	<p>1. L'OSC/ONG a-t-elle la capacité juridique d'opérer dans le pays participant au programme du PNUD et respecte-t-elle les exigences légales du pays en matière d'enregistrement et d'exploitation d'une ONG/OSC ? <u>Veillez fournir des copies de tous les documents pertinents attestant la légalité des opérations.</u></p> <p>2. L'OSC/ONG a-t-elle un compte bancaire ? (Veillez soumettre une preuve indiquant la date la plus récente)</p>	
3. Certification/Accréditation	<p>L'OSC/ONG est-elle certifiée conformément à des normes internationales ou locales (p. ex., ISO), comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compétences en leadership et en gestion • Gestion de projet • Gestion financière • Normes et procédures organisationnelles • Autre 	
4. Date d'établissement et contexte organisationnel	<p>1. Quand l'OSC/ONG a-t-elle été créée ?</p> <p>2. Comment l'OSC/ONG a-t-elle évolué depuis sa création ? (pas plus de 2 paragraphes)</p> <p>3. Qui sont vos principaux donateurs /partenaires?</p> <p>4. Veuillez fournir une liste de toutes les entités avec lesquelles l'OSC/ONG peut être affiliée.</p> <p>6. Dans combien de villes/ provinces/ régions/ pays avez-vous la capacité d'opérer ? Veuillez fournir une liste complète et indiquer la taille des bureaux dans chaque emplacement.</p>	
5. Mandat et circonscription	<p>1. Quel est le principal plaidoyer / but de l'existence de l'OSC / ONG ?</p>	

	<p>2. <i>Quel est le mandat, la vision et l'objectif de l'OSC ou de l'ONG ? (pas plus de 2 paragraphes)</i></p> <p>3. <i>L'OSC/ONG est-elle officiellement désignée pour représenter une circonscription spécifique ?</i></p>	
6. Domaines d'expertise	<p>1. <i>L'OSC ou l'ONG possède-t-elle une expertise dans l'un des domaines clés identifiés ci-dessus dans cette demande de proposition ?</i></p> <p>2. <i>Quels sont les autres domaines d'expertise de l'OSC/ONG ?</i></p>	
7. Situation financière et durabilité	<p>1. <i>Quelle a été la prestation financière totale de l'OSC/ONG au cours des 2 années précédentes ? Veuillez fournir les états financiers vérifiés des 2 dernières années. Si les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles, veuillez expliquer pourquoi il n'est pas possible de les obtenir.</i></p> <p>2. <i>Quel est l'afflux réel et prévu de ressources financières de l'OSC/ONG pour l'année en cours et l'année suivante ?</i></p> <p>3. <i>Veuillez fournir une liste de projets avec la description, la durée, l'emplacement et le budget au cours des 2 dernières années (organiser du plus gros budget au plus bas).</i></p>	
8. Transparence publique	<p>1. <i>Quels documents sont accessibles au public ?</i></p> <p>2. <i>Comment peut-on accéder à ces documents ? (Svp fournir des liens si basés sur le Web)</i></p>	
9. Consortium	<p>1. <i>Avez-vous la capacité de gérer un consortium ?</i></p> <p>2. <i>Gérez-vous actuellement, ou avez-vous déjà géré ou participé à un consortium ? Dans l'affirmative, fournissez une liste de tous les consortiums, la liste des partenaires des consortiums, le rôle dans les consortiums et le total des budgets financiers concernés.</i></p> <p>3. <i>Avez-vous une alliance formelle avec d'autres OSC/ONG ? Si oui, Svp. identifier et fournir des détails.</i></p>	

3. DATE DE CLÔTURE

La demande d'informations remplie avec les pièces jointes demandées doit être soumise à :

Programme des Nations Unies pour le développement , Unité de Passation des Marchés :
offres.mg@undp.org avec en copie à andriamialitiana.razafindrakoto@undp.org

Ils doivent être reçus au plus tard le 24 janvier 2021 avec la proposition de projet.